

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### Migrants à la gare du Nord : Intensification des actions car la situation devient intenable

**Depuis la fermeture des Centres d'accueil d'hiver, la situation à la gare du Nord devient intenable. En l'absence d'une politique migratoire efficace, le nombre de personnes s'accroît de jour en jour dans les bâtiments de la gare, dans tout le bâtiment du CCN et aussi dans les quartiers avoisinants. La situation ne peut perdurer et il faut donc prendre des mesures. La gare notamment doit être rendue à ses occupants et usagers, aux navetteurs, aux commerçants et aux travailleurs.**

Les bénévoles qui assurent depuis longtemps la distribution de nourriture sont également inquiets et certains sont venus trouver la commune pour lui faire part des difficultés rencontrées, des tensions qui apparaissent en raison de l'afflux de personnes. Et le statut de ces personnes est bien différent puisqu'il s'agit de migrants, de SDF, de personnes en perdition, exclus de notre société qui viennent chercher à manger ou d'autres personnes qui viennent profiter de la misère humaine. Cette mixité cause également plus de tension à la gare. Le sentiment d'insécurité est grandissant et l'insécurité augmente également (rixes, vols à la tire, vols de bagage, stupéfiants, alcool, traite des êtres humains...).

Vu l'intensification des problèmes et des nuisances, et après des discussions entre les cabinets de Monsieur Jambon et de Messieurs Clerfayt et Close, après également des réunions techniques au niveau policier entre la police fédérale et les polices zonales, il a été décidé communément d'intensifier les actions sur le terrain.

La police fédérale renforcera sa présence dans la gare du Nord, comme l'avait proposé Bernard Clerfayt (demande d'une relance de l'antenne qui était prévue dans la gare, présence permanente de la police des chemins de fer, renforcement des équipes...). Une patrouille de 3 hommes sera en tout cas présente dans la gare depuis son ouverture.

En plus de ses trois missions particulières (contrôle au moment des distributions de repas, contrôle au moment de la fermeture de la gare, contrôle au niveau des vols à la tire et des bagages), la Zone de police de Schaerbeek-Evere-St Josse mettra également en œuvre une patrouille de deux hommes à l'extérieur de la gare. Des policiers de la brigade canine et des transports seront également mobilisés pour faire baisser la tension. La police de la zone continuera à assurer une présence dans les quartiers voisins.

« Il n'est plus possible aujourd'hui de laisser évoluer la situation », déclare Bernard Clerfayt, le Bourgmestre de Schaerbeek, « Lorsqu'une centaine de migrants se retrouvaient à la gare du Nord, il y avait encore moyen de gérer. Aujourd'hui c'est impossible. Je crains également pour la situation sanitaire. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de coordonner nos efforts. Il est cependant évident qu'aucune réelle solution n'est avancée par le Fédéral et que les migrants seront refoulés 'ailleurs' et reviendront probablement tant qu'il n'y aura pas de politique efficace en matière de migration, en matière de gestion des flux d'arrivée et en matière d'accueil sur notre territoire. Il n'est pas acceptable que lorsque des contrôles sont effectués, 90% des personnes sont immédiatement relâchées avec simplement un ordre de quitter le territoire. Certains migrants en ont déjà reçus 10 ! Certains d'entre eux ne comprennent même plus ce que cela signifie. Notre police a arrêté ce matin une personnes qui a été prise en flagrant délit de vol à la tire. Elle a été relâchée immédiatement par les autorités judiciaires et elle a reçu un Xième ordre de quitter le territoire de l'Office des étrangers. C'est une situation Ubuesque. Ce n'est pas aux communes a essayer de trouver des solutions à ce niveau. C'est évidemment la tâche des responsables du Fédéral qui se gargarisent d'actions et de coups de force, mais qui ne règlent en rien le problème. Et aujourd'hui on donne simplement aux citoyens l'image de politiques qui se renvoient la patate chaude mais qui ne résolvent rien. Cela sert les intérêts des partis extrémistes qui défendent des fausses solutions simplistes et des valeurs nauséabondes ».

Aujourd'hui, il n'y a pas eu d'accord entre les services de police sur des actions de grande ampleur car il est clair que celles-ci ne servent à rien tant qu'il n'y a pas de solution structurelle mise en place et que les services fédéraux (police, Office des Etrangers, centres fermés...) sont dans l'impossibilité de répondre à une multiplication des demandes. Cela signifierait qu'on mène des actions pour rien. « Aujourd'hui, on est dans l'impasse », continue Bernard Clerfayt. « Je n'ai pas de solution toute faite. Personne n'en a. Mais ce n'est pas aux municipalités ni aux citoyens bénévoles à en dégager, c'est aux autorités fédérales de gérer le problème».